



LE PREMIER MINISTRE SA CARNEIRO
Vers l'épreuve de force ?

PORTUGAL

Eanes face à la ligne droite

Si les prochaines élections ne modifient pas le paysage politique portugais, la lutte entre le président de la République et le Premier ministre risque de durer.

De notre envoyé spécial.

Superbe, chantant la détresse d'une femme de marin esseulée, la voix envoûtante du *fadista* monte, monte, pour s'éteindre brusquement dans le final des guitares. Applaudissements, jeux de lumières : à minuit passé, « Cesaria », une obscure gargote de Lisbonne, à deux pas du Tage, fait encore salle comble. Qui l'eût cru, le fado est revenu en grâce au Portugal...

Jugée mélancolique à l'excès, et suspecte par-dessus tout d'avoir eu son heure de gloire sous le salazarisme, la mélodie qui chante la *saudade* des Lusitaniens semblait pourtant avoir été bannie par les jeunes capitaines parvenus au pouvoir au lendemain du 25 avril 1974. On l'entend désormais partout. A la radio. A la télévision. Dans le vieux Barrio Alto parsemé d'odeurs de sardines grillées comme dans les ruelles tourmentées de l'Alfama. La « grande », la vénérable Amalia Rodriguez le chante à nouveau chaque soir sur les côtes chaudes

de l'Algarve. Il y a cinq ans, sa voix s'était tue. Amalia ne voulait plus chanter.

Cinq ans... Le fado est revenu. Et qui se souvient encore de cet été fou où les socialistes portugais, qui soudain s'étaient rebiffés, mirent un terme définitif, dans la rue, à la forte poussée communiste ? A vrai dire, bien peu de citoyens. Et seuls sur la place animée du Rossio, aujourd'hui, les journaux de Lisbonne, toujours aussi nombreux, indiquent que dans moins de six semaines à nouveau le peuple — o povo — votera.

Encore des élections ? Après celles qui, le 2 décembre 1979, ont donné une faible majorité au centre et à la droite emmenés par l'actuel Premier

ministre, surtout la révision d'une Constitution décidément trop « collectiviste ».

Ministre adjoint du Premier ministre, proche de lui au point d'être appelé son « Ponia », Francisco Balsemao, ancien journaliste, ne laisse aucun doute à ce sujet : « Notre Constitution n'est plus d'actualité. Il nous faut donc, en plus d'une majorité politique, un Président qui nous soit favorable. Les zigzags du général Eanes, qui a pris goût au pouvoir, ne nous inspirent plus confiance. » Sévère, le trait désigne bien la cible : ces militaires galonnés qui sous prétexte d'avoir « fait » le 25 Avril (1974), s'arrogeraient, à la présidence de la République comme au Conseil de la Révolution, le droit d'empêcher toute déviation du régime vers tout ce



BAIN DE FOULE POUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE RAMALHO EANES
Il salt y falie

ministre, Sa Carneiro ? L'année dernière, en effet, n'avait été élue qu'une Assemblée « intérimaire ». Le 5 octobre, les Portugais éliront une Assemblée « nationale », avant de retourner aux urnes début décembre pour élire un nouveau président de la République. Deux joutes. Deux dates d'égale importance où devraient se dessiner les contours définitifs d'un système — socialiste, moins socialiste, plus libéral ? — que les uns et les autres entendent changer ou conserver à leur goût.

Les tenants impatientes du changement constitutionnel se regroupent dans l'Alliance démocratique (le Parti social-démocrate et le CDS conservateur), vainqueur des dernières élections. L'Alliance forme à elle seule l'actuel gouvernement et entend réaliser trois desseins : la reconduction d'une majorité parlementaire élargie ; l'élection d'un président de la République autre que le général Eanes ; et

qui n'est pas « la » gauche. « Si nous gagnons le 5 octobre, insiste Francisco Balsemao, nous demanderons au Parlement le pouvoir de modifier par référendum la Constitution. »

Si nous gagnons. Au pouvoir depuis sept mois maintenant, le gouvernement de Sa Carneiro donne l'impression d'une compétence plus grande que celle de ses prédécesseurs socialistes. L'inflation, qui avoisinait les 25 % en 1979, ne devrait pas dépasser cette année les 18 %. En juin dernier, le gouvernement s'est même cru les mains assez libres pour annoncer une baisse rétroactive de l'impôt sur le revenu. Ze povinho, le petit Dupont portugais ne devrait donc guère contester chiffres et bilans à l'équipe au pouvoir.

Une seule chose — une seule — pourrait en fin de compte embarrasser le gouvernement. L'affaire Sa Carneiro, ou ce que *L'Humanité* localise le *Diário*, baptise chaque jour le « P

tergate portugais ». De quoi s'agirait-il ? D'un tour de passe-passe financier que le Premier ministre, alors simple homme politique, aurait effectué auprès d'une banque le lendemain du 25 AVRIL pour se libérer d'une dette ancienne de trois millions de francs, contractée après un achat massif de titres. Une affaire bizarre qui, à l'automne, pourrait émouvoir de bons électeurs catholiques.

Côté socialiste, au premier étage d'un vieux palais rose du XVIII^e MARIO SOARES, bronzé, n'arbore point le sourire d'un futur vainqueur. Main amicale sur le bras, il vous dit : « *Nous avons fait un pari : gagner en octobre, chasser la droite.* » Mais pourquoi alors le PS a-t-il choisi de s'allier à d'obscurs dissidents socialistes et autres « réformateurs » ? Par crainte de n'être pas assez fort ?

Le Parti communiste, de son côté, fait plutôt dans cette campagne cavalier seul. A l'image d'Alvaro Cunhal, dont l'évolution intellectuelle (comme dit l'*Economist* de Londres) s'est arrêtée en 1953, avec la mort de Staline, il n'offre, il est vrai, aucune politique constructive. Les terres brunes de l'Alentejo, celles où il puisait autrefois sa force, ne sont même plus *terra comunista*. Semaine après semaine, des parcelles des grandes propriétés illégalement occupées sont rendues à leurs anciens propriétaires.

En décembre, deux mois après les législatives, aura lieu l'élection présidentielle. Et, dans cette course-là, l'actuel Président, le général Ramalho Eanes, sait y faire : en visite il y a deux semaines du côté de Guarda, dans le nord-est du pays, le Président et sa suite sont stoppés sur une route étroite par un incendie de forêt. La Mercedes présidentielle s'arrête, le Président tombe la veste et s'en va éteindre, à grands coups de branches de genêt, quelques flammèches rétives.

Le général Eanes réélu, que pourrait faire un gouvernement d'Alliance démocratique, qui jusqu'à présent n'a jamais cessé de s'opposer à lui ?

Acerbe à l'égard du Président, Francisco Sa Carneiro n'entretient plus d'autres relations avec Ramalho Eanes que strictement protocolaires. Les ministres, le journal télévisé, la radio sont invités à bouder les voyages présidentiels. Le Président reconduit dans ses fonctions, le Premier ministre aurait en face de lui un défenseur farouche de la Constitution actuelle. A deux reprises, publiquement, Sa Carneiro a déclaré qu'il ne gouvernerait pas sous une présidence Eanes. Est-ce à dire qu'il démissionnerait ? Ou qu'il rechercherait au contraire l'épreuve de force, un peu à l'image de Gambetta lançant, en octobre 1877, à l'adresse de Mac Mahon : « *Il faudra se soumettre ou se démettre* » ? ●